



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



Service émetteur : Direction des Droits des Usagers,  
des Affaires Juridique et de l'Inspection  
Contrôle

Monsieur [REDACTED]  
Directeur  
EHPAD ACCUEIL FRERE JEAN  
2 RUE DU FRERE JEAN  
65330 GALAN

Date : #date#

**Lettre envoyée en recommandé avec accusé de réception**

**Objet :** Contrôle sur pièces EHPAD – Clôture de la procédure contradictoire

Notification de décision définitive

**PJ :** Tableau définitif de synthèse des mesures correctives

Tableau des remarques et des recommandations retenues

**V/Réf :** Votre mail reçu le 12/01/2024

Monsieur le Directeur,

A la suite de la lettre d'intention que je vous ai adressée le 04/12/2023 vous m'avez fait part de vos observations dans les délais impartis et transmis tout document complémentaire que vous jugiez nécessaire. L'examen attentif de l'ensemble de ces éléments me conduit à clôturer la procédure contradictoire à la suite de ce contrôle sur pièces.

Dans le tableau définitif de synthèse des mesures correctives. Le tableau ci-joint, précise les 3 prescriptions maintenues avec leur délai de mise en œuvre. En conséquence, je vous invite à communiquer les éléments demandés aux services de la délégation départementale, en charge du suivi de votre structure.

En application des articles L121-1 et L122-1 du Code des relations entre le public et l'administration qui régissent les modalités de la procédure contradictoire préalable, les prescriptions retenues à l'issue de cette procédure ont la valeur d'une décision administrative.

Un recours gracieux motivé peut être adressé à mes services dans un délai de deux mois suivant la notification du présent courrier, étant précisé qu'en l'absence de réponse de l'Administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci devra être considéré comme implicitement rejeté.

Dans un délai franc de deux mois à compter de sa notification et sans préjudice d'un éventuel recours hiérarchique auprès de Madame la ministre de la Santé, du Travail et des Solidarités, la présente décision ouvre droit à une voie de recours contentieux près du tribunal administratif territorialement compétent qui peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

Je sais pouvoir compter sur votre pleine implication et celle de vos équipes pour poursuivre les réflexions au sein de l'établissement et les démarches d'amélioration déjà engagées.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Directeur Général

**Didier JAFFRE**

Direction des Droits des Usagers, des Affaires Juridiques et de l'Inspection Contrôle  
Pôle Régional Inspection Contrôle

## Tableau définitif de synthèse des mesures correctives Tableau des remarques et des recommandations retenues

### Contrôle sur pièces de l'EHPAD FRERE JEAN situé à GALAN (65)

*Un **écart** est l'expression écrite d'une non-conformité ou d'un non-respect d'obligations légales ou réglementaires juridiquement opposables.*

*Une **remarque** est l'expression écrite d'un défaut ou d'un dysfonctionnement plus ou moins grave qui ne peut être caractérisé au regard d'un texte juridiquement opposable.*

Ecart(6)	Référence réglementaire	Nature de la mesure attendue (Injonction-Prescription)	Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire	Réponse de l'établissement	Décision du Directeur Général de l'ARS Maintenue : 3 Levée : 3
<p><b>Ecart 1</b> : En ne disposant pas d'un projet d'établissement valide de moins de 5 ans, l'établissement contrevient aux dispositions de l'article L311-8 du CASF.</p>	<p>Art. L.311-8 du CASF (validité PE : 5 ans)</p>	<p><u>Prescription 1</u> : Actualiser le projet d'établissement et le transmettre à l'ARS.</p>	<p><b>Délai : effectivité 2024</b></p>	<p>[REDACTED]</p>	<p>Prescription réglementaire Maintenue</p> <p>La mission prend note de la révision du projet d'établissement en 2024.</p> <p>Transmettre le projet dès sa finalisation.</p>
<p><b>Ecart 2</b> : Le CVS ne se réunit pas au moins 3 fois par an sur convocation de la Présidente ce qui contrevient aux dispositions de l'article D.311-16 du CASF.</p>	<p><u>Représentation syndicales</u> : Art. D.311-13 du CASF <u>Durée du mandat</u> : Art. D.311-8 du CASF <u>Fonctionnement</u> : Art. D311-16 du CASF</p>	<p><u>Prescription 2</u> : Réunir le CVS a minima 3 fois par an - conformément à l'article D 311-16 du CASF. Transmettre le calendrier de tenue des CVS pour 2024 à l'ARS.</p>	<p><b>Délai : 3 mois.</b></p>	<p>[REDACTED]</p>	<p>Prescription levée.</p>

	<u>Formalisation des</u> <u>CR des séances</u> <u>CVS</u> Art. D. 311-20 du CASF			██████████	
<b>Ecart 3</b> : Le temps d’ETP du médecin coordonnateur contrevient à l’article D312-156 du CASF.	Art. D.312-156 du CASF	<u>Prescription 3</u> : Se mettre en conformité à la réglementation.	<b>Délai :</b> <b>Effectivité</b> <b>2024.</b>	████████████████████ ████████████████████ ██████████████ ██████████████ ██████████████ ██████████████ ██████████ ██████████████ ██████████████ ██████████ ██████████████ ██████████████ ██████████████ ██████████████ ██████████████ ██████████ ██████████████ ██████████	Prescription maintenue  Délai : Effectivité fin 2024.
<b>Ecart 4</b> : La procédure de déclaration des dysfonctionnements et EIG aux autorités (ARS et CD) transmise par la structure ne précise pas une déclaration « <b>sans délai</b> », ce qui	Art. L.312-8 du CASF Art. L.331-8-1 du CASF	<u>Prescription 4</u> : Bien vouloir inscrire dans la procédure de déclaration la notion « sans délai ».	<b>Délai :</b> <b>immédiat</b>	██████████████████ ██████████████████ ██████████████████ ██████████████████ ██████████████	Prescription levée.

contrevient aux dispositions de l'article L331-8-1 du CASF.					
<b>Ecart 5 :</b> Selon la structure, le projet d'établissement ne comprend pas un volet projet général médical décrivant les besoins de la population accueillie, les objectifs fixés pour améliorer la qualité et la sécurité des soins, ce qui contrevient aux dispositions de l'article D.311-38 du CASF.	<u>Projet de soin dans PE :</u> Art. D.311-38 du CASF  <u>Elaboration projet soin dans PE par MEDCO :</u> Art. D.312-155-3 alinéa 1° du CASF	<u>Prescription 5 :</u> Actualiser le projet d'établissement en y intégrant le volet médical	<b>Délai : Effectivité 2024.</b>	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	Prescription réglementairement maintenue La mission prend en compte la révision en 2024 du PE et de l'intégration du volet médical.  Délai : Effectivité 2024.
<b>Ecart 6 :</b> La structure déclare ne pas disposer d'annexe au contrat de séjour signée pour chaque résident, ce qui contrevient aux dispositions de l'article R.311-0-7 du CASF/ ou à défaut de transmission par la structure du modèle de l'annexe du contrat de séjour, la mission n'est pas en mesure de s'assurer que la structure est conforme aux dispositions de l'article R.311-0-7 du CASF	Art. L.311-4-1 du CASF Art. L.342-2 du CASF Art. R.311-0-6 du CASF Art. R.311-0-9 du CASF	<u>Prescription 6 :</u> La structure est invitée à mettre en place une annexe au séjour tel que prévu réglementairement. Transmettre à l'ARS un modèle finalisé.	<b>Délai : Effectivité 2024.</b>	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	Prescription levée.

Remarques (6)	Référence réglementaire	Nature de la mesure attendue	Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire	Réponse de l'établissement	Recommandation retenue par le Directeur Général de l'ARS Maintenue : 0 Levée : 6
<b>Remarque 1 :</b> Le plan de formation du personnel à la déclaration n'existe pas.		<u>Recommandation 1 :</u> Mettre en place une formation du personnel à la déclaration des événements indésirables graves.	Délai : Effectivité 2024.	[REDACTED]	Recommandation levée.
<b>Remarque 2 :</b> La structure déclare l'absence de procédure pour la permanence des soins la nuit, les week-end et jours fériés.	<a href="#">Les bonnes pratiques de soins en EHPAD – 2007</a>	<u>Recommandation 2 :</u> Etablir une procédure pour la permanence des soins la nuit, les week-end et jours fériés, conformément aux recommandations de bonnes pratiques et transmettre la procédure à l'ARS.	Délai : 3 mois	[REDACTED]	Recommandation levée  Transmettre la procédure à l'ARS.
<b>Remarque 3 :</b> La structure déclare l'absence d'une procédure formalisée d'accès aux soins non programmés et urgents H24.	<a href="#">Recommandations de la HAS - Dossier de liaison d'urgence - juin 2015</a>	<u>Recommandation 3 :</u> Transmettre la procédure formalisée d'accès aux soins non programmés et urgents et transmettre le justificatif à l'ARS	Délai : 6 mois	[REDACTED]	Recommandation levée  Transmettre la procédure à l'ARS.



bonnes pratiques médico-soignantes gériatriques.  Etat bucco-dentaire et troubles du sommeil.				████████████████████ ██████	
<b>Remarque 6</b> : La structure déclare ne pas avoir signé des conventions de partenariat avec une unité de soins palliatifs et/ou une équipe mobile de soins palliatifs (EMSP).		<u>Recommandation 6</u> : La structure est invitée à établir et signer une convention de partenariat avec une unité de soins palliatifs et/ou une équipe mobile de soins palliatifs (EMSP) en lien éventuellement avec le ██████. Transmettre la convention à l'ARS.	<b>Délai : Effectivité 2024.</b>	████████████████████ ████████████████████ ██████████████████ ██████████████████ ████████████████████ ██████████████████ ████████████████████ ████████████████████ ██████████████████ ████████████████████ ██████████████████ ████████████████████ ██████████████████ ██████	Recommandation levée.